

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

N° 13211

Dr A

**Audience du 21 mars 2018
Décision rendue publique
par affichage le 24 mai 2018**

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS,

Vu, enregistrés au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins les 27 mai et 16 septembre 2016, la requête et le mémoire présentés par et pour le conseil départemental de Charente-Maritime de l'ordre des médecins, dont le siège est 16 rue des Albatros, CS 40037 à Rochefort cedex (17301), représenté par son président en exercice, à ce dûment habilité par une délibération du 18 mai 2016 ; le conseil départemental de Charente-Maritime demande à la chambre d'annuler la décision n° 1133, en date du 26 avril 2016, par laquelle la chambre disciplinaire de première instance de Poitou-Charentes de l'ordre des médecins a rejeté sa plainte formée à l'encontre du Dr A ;

Le conseil départemental soutient que le Dr A a violé les dispositions des articles R. 4127-13, R. 4127-19 et R. 4127-20 du code de la santé publique en laissant son nom et son activité être utilisés par un établissement de santé dans un article de presse à caractère publicitaire ; qu'en effet, le quotidien Sud-Ouest a publié, le 1^{er} décembre 2011, un article élogieux relatif au centre hospitalier XY où opère le Dr A en citant son nom et en publiant sa photo en compagnie de ses collègues ; que cet article qui met en valeur l'activité de ce médecin excède la volonté d'information du public sur les techniques mises en œuvre pour la prise en charge du traitement de l'obésité et revêt un caractère publicitaire ;

Vu la décision attaquée ;

Vu, enregistrés comme ci-dessus les 6 septembre et 16 novembre 2016, les mémoires présentés par et pour le Dr A, qualifié spécialiste en chirurgie générale, titulaire d'une capacité en gériatrie ; ils tendent au rejet de la requête et à ce que le conseil départemental de Charente-Maritime de l'ordre des médecins soit condamné à lui verser la somme de 2 000 euros au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

Le Dr A soutient, premièrement, que la requête du conseil départemental est irrecevable ; qu'en effet, d'une part, il n'est pas établi que ce conseil ait respecté les exigences de l'article R. 411-3 du code de justice administrative relatives au nombre de copies de la requête à produire devant la juridiction saisie et, d'autre part, le requérant ne formule aucune demande précise et ne respecte ainsi nullement les prescriptions de l'article R. 411-1 du même code relatives à la portée des conclusions présentées devant le juge ; que, deuxièmement, il n'est pas à l'initiative de l'article de presse incriminé ; qu'il n'a donc nullement eu l'intention de s'engager dans une démarche publicitaire ; que la tonalité et le contenu de l'article sont purement informatifs, y compris en ce qu'ils concernent l'expérience du Dr A en matière de chirurgie de l'obésité ; que les éléments fournis sur ce point par

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

l'article en cause sont proportionnés à l'information éducative et sanitaire donnée ; que la publication de son nom et de sa photo ne suffit pas, à elle seule, à caractériser une démarche publicitaire ; qu'exerçant ses fonctions exclusivement en secteur public au sein du centre hospitalier en cause, et ne pratiquant aucune activité libérale, il est absurde de lui reprocher une attitude publicitaire ; que ses propos visaient uniquement à informer le public de l'offre de soins disponible au sein de ce centre hospitalier ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 11 janvier 2017, le nouveau mémoire présenté pour le conseil départemental de Charente-Maritime de l'ordre des médecins ; il tend aux mêmes fins que sa requête par les mêmes moyens ;

Le conseil départemental soutient, en outre, que sa requête est recevable ; qu'il a fourni le nombre d'exemplaires de sa requête exigé par les dispositions de l'article R. 411-3 du code de justice administrative ; que sa requête contient les conclusions précises exigées par l'article R. 411-1 du même code ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 7 mars 2017, le nouveau mémoire en défense présenté pour le Dr A ; il tend aux mêmes fins que ses précédents mémoires par les mêmes moyens ;

Le Dr A soutient, en outre, que toute requête doit être suffisamment motivée dans le délai de recours ; qu'un défaut de motivation ne saurait être régularisé postérieurement à l'épuisement de ce délai ; que tel est le cas en l'espèce de la requête initiale du conseil départemental ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique, notamment le code de déontologie médicale figurant aux articles R. 4127-1 à R. 4127-112 ;

Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, notamment le I de l'article 75 ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 21 mars 2018 :

- Le rapport du Dr Emmery ;
- Les observations de Me Lapègue pour le conseil départemental de Charente-Maritime ;
- Les observations de Me Ruffié pour le Dr A, absent ;

Me Ruffié ayant été invité à reprendre la parole en dernier ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

Sans qu'il soit besoin de statuer sur la fin de non-recevoir opposée par le Dr A :

1. Considérant qu'il résulte de l'instruction que, dans son édition du 1^{er} décembre 2011, le quotidien Sud-Ouest a publié un article relatant la prise en charge de l'obésité par le centre hospitalier XY où opère le Dr A ; que cet article se fonde sur les classements comparatifs désormais publiés par de nombreux magazines pour indiquer que ce centre est « *le premier établissement public de la région* » en matière de chirurgie de l'obésité ; qu'il déduit de ce classement que « *proximité peut rimer avec qualité* » ; qu'il relève que cette activité progresse au sein du centre hospitalier « *dont la popularité ne cesse de croître* » ;

2. Considérant que ledit article comporte par ailleurs un encadré décrivant de manière technique, sans aucun qualificatif élogieux, les quatre sortes d'interventions chirurgicales pratiquées par les Drs A et B ; qu'il comporte également plusieurs indications attirant l'attention sur les difficultés et les limites des traitements en cause ; qu'il évoque ainsi « *le parcours du combattant* » auquel le patient doit se livrer et relève que le taux de succès ne dépasse pas 70 % ;

3. Considérant qu'au vu du contenu et de la tonalité générale de l'article incriminé par le conseil départemental de Charente-Maritime de l'ordre des médecins, lequel comporte certes des appréciations positives logiquement déduites du classement de l'établissement en cause mais aussi des réserves incitant les patients à la réflexion, la circonstance que le nom du Dr A ainsi que sa photo entourée de six autres professionnels de santé soient publiés ne constitue pas, de la part de ce médecin, une violation des dispositions des articles R. 4127-13, R. 4127-19 ou R. 4127-20 du code de la santé publique qui prohibent les pratiques publicitaires ; que le conseil départemental de Charente-Maritime n'est, par suite, pas fondé à demander l'annulation de la décision de la chambre disciplinaire de première instance de Poitou-Charentes qui a rejeté sa plainte ; que, dès lors, sa plainte doit être rejetée ;

Sur l'application des dispositions du I de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 :

4. Considérant qu'il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de donner suite à la demande du Dr A fondée sur ces dispositions ;

PAR CES MOTIFS,

D E C I D E :

Article 1^{er} : La requête du conseil départemental de Charente-Maritime de l'ordre des médecins est rejetée.

Article 2 : Les conclusions du Dr A tendant à la mise en œuvre des dispositions du I de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 sont rejetées.

Article 3 : La présente décision sera notifiée au Dr A, au conseil départemental de Charente-Maritime de l'ordre des médecins, à la chambre disciplinaire de première instance de Poitou-Charentes, au préfet de la Charente-Maritime, au directeur général de l'agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine, au procureur de la République près le tribunal de

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

grande instance de Saintes, au conseil national de l'ordre des médecins, au ministre chargé de la santé.

Ainsi fait et délibéré par : M. Stasse, conseiller d'Etat honoraire, président ; Mme le Dr Kahn-Bensaude, MM. les Drs Blanc, Emmery, Fillol, Legmann, membres.

Le conseiller d'Etat honoraire,
président de la chambre disciplinaire nationale
de l'ordre des médecins

François Stasse

Le greffier en chef

François-Patrice Battais

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.